N°2
Marseille - Mars/Avril 2016

Une feuille d'agitation pour mettre en lien des idées et des gestes qui nous parlent de désirs d'en finir (et plus vite que ça) avec tous les rapports de domination qui structurent cette société mortifère. Un outil qui veut se donner le temps de susciter des rencontres et d'approfondir des analyses loin du rythme frénétique d'internet où, trop souvent, les opinions tournoient sans s'incarner ni porter à conséquences.

Du papier pour s'affuter. Du papier pour foutre le feu!

Du pain sur la planche
Feuille d'agitation anarchiste

Pourquoi on resterait calmes ?

Les mauvais jours n'en finissent pas. Loi après loi, texte après texte, réforme après réforme, les rapports d'exploitation et de domination sont sans cesse durcis par les gouvernants, qui derrière leurs fausses querelles, se refilent les dossiers et les bonnes idées pour en mettre plein la gueule aux galérien-nes.

De fait, les conditions de vies empirent pour un nombre croissant de personnes, salariées comme travaillant au noir, touchant les allocs ou le chômage, avec ou sans-papiers, et c'est la course pour la survie qui s'intensifie, au sein de laquelle tout nous pousse à écraser l'autre, à être le champion des crevards pour pour s'en sortir, gratter quelques miettes et éviter de toucher le fond de la misère, avec au dessus du crâne la menace perpétuelle de la loi qui prétend sanctionner toute insoumission. Et des milliers de gens sont pressés à accepter le premier taf qui vient quite à rejoindre la cohorte des uniformes : vigiles et matons, flics et gendarmes, ceux-là mêmes qui vont réprimer les actes de refus et de révolte, et qui ont les mains plus libres encore depuis l'instauration et la prolongation de l'état d'urgence. Plus la misère sociale prend de l'ampleur, plus l'ombre de la prison s'étend.
Relier ces questions-là est un enjeu de taille, pas seulement dans les analyses, mais dans la lutte elle-même.

La dernière mesure en date, dite « Loi travail », portée par la gauche au pouvoir, nous rappelle furieusement un épisode précédent : le CPE et la loi « pour l'égalité des chances » imaginée par le gouvernement de droite en 2006. Cette année-là, un mouvement de lutte protéiforme s'était développé pendant plus de deux mois, allant crescendo et faisant monter une tension sociale revigorante. Utilisant les bonnes vieilles ficelles de la politique, De Villepin avait préféré lâcher un peu de lest, abandonnant (provisoirement bien sûr) le contrat première embauche pour faire passer le reste du texte. Et bien sûr, partis et syndicats de gauche s'étaient empressés de décréter la fin du mouvement et de crier à la « victoire », au moment même où celui-ci commençait à devenir le plus intéressant, c'est-à-dire incontrôlable.

C'est que bien souvent, la colère qui pousse des milliers d'individus à descendre dans la rue va bien au delà d'une énième réfome, loi, aménagement des vies moisies que les puissantEs façonnent pour nous

Afin de ne pas revivre éternellement les scénarios de tant de mouvements passés, refusons d'emblée les mécanismes du jeu démocratique consistant à faire croire qu'il y ait quoi que soit à négocier avec ceux (institutions, patrons, partis...) qui font de la gestion de nos vies leur métier. Comme s'il pouvait exister un dialogue quelconque entre exploité-es et exploiteurs, entre dominants et dominé-es... Refusons au même titre tous ceux qui se présentent en médiateurs de ce dialogue chimérique, prétendant représenter les travailleurs et négocier pour eux la longueur des chaînes qui nous maintiennent dans l'esclavage salarial. Refusons enfin de leur servir de masse de main-d'œuvre en suivant leur agenda politicien.

La révolte n'est ni un spectacle, ni une comédie. Elle ne vise pas la démonstration, la mise en scène, elle est un affrontement réel entre des visions et des intérêts irréconciliables. Aussi, ce n'est pas un décompte du nombre de manifestant-es marchant comme on suit un cortège funèbre qui fait trembler le pouvoir, pas plus qu'un discours simpliste, « responsable » et réducteur servi à l'opinion publique pour obtenir son adhésion à travers les médias. La lutte introduit une rupture dans la normalité : rupture avec les fonctions que nous assigne cette société, fonctions qui ne servent qu'à la (re)production quotidienne de notre condition faite de hiérarchies et d'autorités, d'ordres et de soumission, du foyer familial à l'usine, des bureaux aux prisons, des quartiers aux hôpitaux psychiatriques, des centres commerciaux aux écoles. Le plus violent de tout n'est-il pas justement cette normalité-là ? Si la révolte contre cet existant est en soi une chose violente, il n'y a aucune raison de s'en justifier, de s'en excuser et encore moins de s'en démarquer. Cette rupture est le premier pas à faire pour que s'ouvre la possibilité d'autres rapports, basés sur la réciprocité, les accords et associations libres entre individus, la solidarité et l'entraide.

Pour cela, nous reconnaissons comme nuisibles les (auto-proclamés) leaders et autres spécialistes en « mobilisation ». De nombreux outils existent pour toutes les personnes désirant en découdre dans cette guerre sociale : l'autonomie et l'auto-organisation, la solidarité entre révolté-es, l'action directe offensive. Et ce ne sont pas les cibles qui manquent : agences d'intérim et Pôles Emploi, banques, locaux de partis et autres crapules capitalistes, médias prônant la soumission au pouvoir, axes de transports et bien d'autres structures encore...

Nous n'avons que ces comptes-là à régler : contre l'Etat, le capital et tout ce qui nous empêche d'être libres.

Détruisons l'économie, détruisons tout ce qui nous détruit.

En chemin...

« la révolte ne parle pas du simple dégoût , mais parle aussi de joie. La joie d'affirmer que malgré tout, nous sommes vivantEs. Que malgré l'aliénation régnante, nos chemins de révolte se croisent encore et que les possibilités de tisser des liens de complicité ne sont jamais entièrement annéanties. »

On nous demande régulièrement lors de diffusion du journal si nous faisons partie d'une organisation (association, parti, confédération). Ce n'est pas le cas. S'organiser pour lutter, tenter de diffuser des idées de différentes manières ne signifie pas forcément constituer une organisation, ou « faire de la politique » (en tant qu'activité séparée du reste de la vie). A quoi bon constituer une organisation si ce n'est pour faire nombre, obtenir la reconnaissance de l'État (adieu potentiel subversif), gratter des conditions de vie un peu moins merdiques, co-gérer sa domination ? Contrairement aux « réalistes » de tous poils, adeptes des fronts communs, je pense qu'on ne vient pas à bout de l'autorité en reproduisant soi-même (dans ses relations et façons de s'organiser) des rapports autoritaires, pas plus qu'on ne vient à bout de la politique sans abandonner les tactiques politiciennes.

Mes désirs ne peuvent pas être légitimes dans ce monde. Je veux la destruction de TOUT pouvoir, de TOUTE autorité. Sans ça pas de liberté possible.

Il m'a fallu longtemps pour démasquer les (faux) complices qui auraient voulu me cantonner à un rôle « de fille » (passive, « copine de », faire valoir...) et m' envisager comme individu non pas entièrement autonome mais agissant et me positionnant en fonction de mon éthique, de mes désirs et de la colère qui bout en moi. Je vois ça comme une recherche continue et exigeante : la tension entre la tête et le ventre, entre les idées et la pratique, entre soi et les autres. Je ne veux d'aucun groupe ou collectif, d'aucune entité (y compris « révolutionnaire ») qui serait supérieure aux individus qui la composent, prétendrait parler en leur nom, dicter leur agir ou fédérer à partir d'un discours homogène, aucune instance à qui déléguer ma responsabilité. Je ne serai ni soldate, ni bras armé d'un quelconque mouvement. Je chie sur les chefs et autres spécialistes, stratèges, les institutions, leurs codes, lois, morales... Chaque pas est le mien.

Je ne suis pas la seule à penser ça. De nombreux-se-s anarchistes opposent à l'organisation formelle, centralisatrice et hiérarchisée l'organisation informelle entendue comme le foisonnement d'individus s'associant et se dés-associant en fonction de leurs affinités, perspectives, projets...

Il ne s'agit plus alors d'adhérer à un quelconque programme, croyance ou idéologie ni de recruter des électeurs, clones ou fidèles mais de rencontres uniques d'individus, de compagnonNEs avec qui expérimenter des relations basées sur la connaissance mutuelle et la réciprocité (d'envie, d'attentions...), afin de chercher comment (parmi d'autres révoltéEs, en annonçant clairement nos idées et en restant lucides sur les limites de ce qui peut être partagé) contribuer à l'existence d'un espace social où puissent se répondre, dialoguer des désirs et des gestes subversifs, afin de provoquer et d' approfondir des ruptures dans l'ordre normal des choses, mettre du sable dans les rouages de la machine à exploiter et à soumettre, souffler sur les braises d'une situation sociale jamais complètement éteinte(s).



Quelques coups de crocs dans la domination...

Début janvier, en l'espace de dix jours, deux voitures appartenant à la **SNCF** sont cramées à Danjoutin (Territoire de Belfort). De sa sale guerre aux fraudeur-ses en passant par sa collaboration dans l'arrestation et l'expulsion de personnes sans-papiers, mille et une raisons de s'en prendre à cette entreprise !

Mi-janvier à **Calais**, c'est la société Sogéa qui morfle : deux de ses camions servant à la construction d'un nouveau camp pour migrants partent en fumée.

A Limoges, fin janvier, sept camions de l'entreprise **Vinci** (constructeur de prisons, d'aéroports, d'autoroutes et d'autres nuisances) sont incendiés, causant plusieurs centaines de milliers d'euros de dégâts. Un tag « *zad partout* » est laissé sur place. Fin février, **rebelotte à Toulouse.** (plusieurs camions incendiés) en «*soutien avec tout-es les sales gosses, zadistes ou pas* ».

Début février à Evreux, trois voitures de surveillants garées le long de la prison sont vandalisées. Quelques jours auparavant, un maton allant prendre son service se fait chahuter à un feu rouge, tandis qu'un autre de ces larbins retrouvait son véhicule en bonne partie saccagé.

Début février à Rennes, les règles du jeu que les « gentils organisateurs » prétendaient imposer pour le « défilé-carnaval » en soutien à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ne sont pas suivies, et plusieurs vitres de commerces, banques et assurances sont taguées, attaquées et brisées, ainsi que trois véhicules de flics.

A la mi-février, ce sont les vitres de cinq permanences du **parti socialiste** qui prennent cher à Paris et en banlieue. L'attaque est revendiquée par un communiqué appelant à s'opposer non seulement à l'état d'urgence, mais à l'État tout court, par le biais de l'action directe.

Mi-février toujours, une révolte incendiaire éclate au centre de rétention de Metz. Des détenus boutent le feu à des matelas, et deux bâtiments se retrouvent hors-service. S'en suit un début d'émeute contre les gardiens du camp.

Opération destruction à Castelnaudary (Aude), fin février. Au menu : plusieurs banques et leurs distributeurs de billets, la maison du Cassoulet (si si), la mairie, une agence de voyages, le tout accommodé à la barre de fer, avec une bonne pincée de rage. La personne arrêtée alors qu'il restait de nombreuses cibles sur le cours de la République aurait déclaré « qu'il était tout simplement énervé ». Et il y a de quoi l'être dans ce monde...

Au matin du 26 février à Marseille, deux voitures de luxe sont incendiées sur un parking du 7ème arrondissement. Dans un communiqué publié sur internet, l'attaque est dédiée aux personnes condamnées dans le cadre d'une lutte contre l'énorme prison qui doit être bâtie au nord de Bruxelles.

Fin février à Toulouse, les vitres de Toulouse Métropole sont défoncées à coups de marteau. Un communiqué précise cette attaque en solidarité avec la Zad de Notre-Dame-des-Landes, en encourageant « à sortir du spectacle de la contestation ».

Enfin, cette très jolie attaque: *«Montreuil : Attaque d'un architecte de la domination.*

Dans la nuit du 8 au 9 mars 2016, à l'aide de bennes à ordure et de produits inflammables, nous avons foutu le feu à la devanture du cabinet d'architectes Archi 5 rue Voltaire dans le centre de la ville de Montreuil-sous-Bois.

Archi 5 se vante sur son site d'avoir réalisé, ou d'être en train de réaliser, à côté de constructions anodines, la liste des projets macabres suivants : Centres pénitentiaires de Bourg en Bresse, de Draguignan, de Mont de Marsan, de Rennes [...].

Nous dédions cette action à toutes les personnes qui se battent pour la liberté et contre toute autorité, en particulier aux compagnons anarchistes Monica Caballero et Francisco Solar entre les griffes de l'Etat espagnol et qui bien qu'encourant de très lourdes peines de prison, ne renient pas un mot de ce qu'ils pensent ni de ce qu'ils sont.Feu aux prisons. Feu à ceux qui les construisent.»

Quand l'État « protège » les putes, il leur envoie les flics !

Côté pile: L'urbanisme c'est la chasse aux pauvres...

Début décembre une opération de police perquisitionne et ferme une dizaine de bars à hôtesses du quartier de l'opéra. Neuf gérantes (et un barmaid) sont incarcérées. Après enquête les flics se seraient rendu compte que ces bouges servaient de lieux de passes, les clients payant plus cher le prix des boissons en contrepartie des prestations sexuelles effectuées par les hôtesses. Sans blague : ça durait depuis des décennies, au bas mot. Dans la même période, plusieurs crapules qui forçaient des femmes à se prostituer dans la rue ont également été arrêtées. La série d'articles qui suit dans le torchon local[1], offre tribune sur tribune aux politiciens qui, sous prétexte de « lutte contre la prostitution » (voir « côté face...») se réjouissent du coup d'accélérateur donné à la réhabilitation du centre ville. La mairesse BERNASCONI se dit d'ores et déjà prête à utiliser son droit de préemption[2] pour installer à la place des anciens bars des enseignes d'un standing « plus adapté ». Elle ajoute, racisme au coin des lèvres : « on sait ce qu'on ne veut pas, ni bar à chicha, ni épicerie de nuit, ni activité qui entraîne des nuisances». Grrr...

Ces dernières opérations policières s'inscrivent dans l'extension généralisée du contrôle et de la surveillance à tous les aspects de nos vies qui voudrait transformer chaque ville en laboratoire de contre-insurrection, nous prenant alternativement comme co-gestionnaires de notre enfermement, cobayes ou figurantes. Bien consciente que certains trafics (qui contribuent parfois au maintien de l'ordre, pour la paix des affaires), la mauvaise couverture médiatique liée aux règlements de compte, la présence de quartiers pauvres en plein centre pourraient compromettre le développement de la « marque Marseille » (sic), la mairie met un coup d'accélérateur sur le « nettoyage » de l'hyper centre. Rien de nouveau : flics, promoteurs immobiliers et politiciens travaillent main dans la main pour redessiner la ville en fonction de leurs intérêts, sous les applaudissements des quelques habitantEs actuelLEs qui seront encore là dans le centre ville d'après et se moquent bien de ce qui adviendra des personnes dégagées, pourvu que ce soit loin de leurs fenêtres (que leur carte d'électeur les étouffe). Cette nouvelle offensive du pouvoir vise tout-es ceux et celles considérées comme indésirables, à coup de rénovations, de hausse des loyers et d'expulsions, de création de patrouilles de nuit de la police municipale et de préparation d'un nouveau plan de vidéosurveillance. La « Cannebière pour tous » promise est décidément un gros foutage de gueule : un investissement juteux pour les commerçantEs, avec juste ce qu'il faut de pauvres pour lécher les vitrines des commerces branchés, servir et masser les épaules fatiguées des touristes et des bourges espéréEs par l'hôtel 4 étoiles, dont les travaux doivent commencer bientôt en plein Noailles... (juste en face de la Soléam[3], soit dit en passant).

Surfant sur le succès de l'opération « Marseille 2013 », et utilisant ces événements comme autant de coups de pub et d'occasions de chantiers, la toute nouvelle métropole empile les dossiers de candidature. Après l'euro en 2016, Marseille sera capitale européenne du sport en 2017 et fait partie des villes qui participeront à l'organisation des jeux olympiques de 2024 et de l'exposition universelle de 2025, si jamais la candidature de la fRance est retenue. Pour mettre toutes les chances de leur côté, les encravatés tentent d'obtenir le soutien de la population (il ne s'agirait pas que des émeutes ou attaques viennent compromettre le « bon » déroulement de la fête, comme pour le mondial de foot organisé à Rio en 2014 ou l'exposition universelle de Milan en 2015). Ils tentent hypocritement de faire croire que les retombées de toutes sortes profiteront à chacunE, promettant du travail et des divertissements. Ces démagos n'hésitent pas à demander à la population marseillaise vue pour l'occasion comme un tout homogène, (mensonge niant les conflits d'intérêts, les rapports de domination existant à tous les étages) de soutenir la candidature de la ville photos et hashtag à l'appui... Mais qui considère ça comme une fête de voir tous-te-s ces athlètes et autres footeux arborer fièrement les couleurs nationales, se tirer la bourre pour une médaille et des gros sous? Qui a envie que Marseille accueille l'expo universelle de 2025, quand celle de 1900 à Paris (bois de Vincennes) exposait pour le plaisir des bourges et dans des cages des humains arrachés aux différentes régions du monde colonisées ?

Foin de sornettes et d'hypnose Leurs rêves ne sont pas les nôtres. TousTEs ces marchandEs d'illusions cherchent à maintenir leur paix sur notre misère, notre soumission et notre résignation. Si la fantasmée Marseille : populaire, rebelle et rétive à la domination n'a jamais existé, nombreux-ses sont ceux et celles qui y traînent groles et rage. Brûlant-es de choisir par et pour nous-mêmes de quoi sont tissées nos vies nous devons en finir avec tous celles et ceux qui décident à notre place. Sortant du rôle de spéctateurs hébétés, affutons nos regards sur la ville, pour en trouver les points vulnérables. La tâche est vaste mais il se pourrait bien que la seule aventure qui nous reste à vivre réside dans l'attaque et la volonté déraisonnable de détruire toute autorité.

[1] triste valet du pouvoir_ [2]qui lui permet d'empêcher une vente_[3] organisme chargé par la mairie de "l'opération grand centre ville"

Côté face: Mais de quoi parle t-on???

Si on arrête de considérer la sexualité comme sacrée ou réservée au couple, à la reproduction, on a du mal à comprendre pourquoi le fait d'être contraintEs de vendre son temps, sa santé, son intelligence à unE patronNE ne devrait poser problème que lorsqu'il s'agit de travail du sexe.
L'État se la joue protecteur de femmes qui, en partie, ont décidé de se prostituer comme on choisit de travailler dans ce monde (sous la contrainte) et qui, en partie, se retrouvent bloquées dans des sales réseaux, fragilisées et forcées à la prostitution par l'existence de frontières, de flics... Le salariat comme le trafic d'êtres humains sont deux facettes du système capitaliste que nous voulons détruire.

Cette soit-disant protection de l'État qui laisse crever/ pourrir des milliers de personnes à ses frontières ou au turbin est d'autant plus hypocrite que la répression entraîne généralement le déplacement des zones de prostitution en dehors des centres villes, là où les putes sont plus exposées encore aux agressions des clients, au racket des maquereaux et autres « garde du corps ». Quant au « suivi » imposé aux anciennes prostituées (quel que soient leurs parcours) c'est un flicage « sur mesure » par des assistantes sociales et autres culs bénits chargés de les réinsérer, par la carotte et la menace, dans le droit chemin (et vice versa). Tout un programme.

La société et sa légalité nous offrent plusieurs choix de vie:
- le travail salarié, perdre sa vie à la gagner.
- Le chômage, ses allocations de misère et ses galères.
- la mendicité.

Une vie de merde
ou une vie de merde?!?

La nécessité de l'argent nous bouffe la cervelle, nous bouffe la vie. La loi, avec ses flics, ses juges et ses matons, nous maintien dans le rang et frappe ceux et celles qui en sortent, ceux et celles qui par nécessité, par désespoir ou par envie sortent du chemin du droit.
Nous ne voulons plus de cette vie de merde à laquelle la société nous condamne. Nous voulons être libres, tout de suite; mais la liberté est hors la loi; et nous ne pouvons l'obtenir que par la révolte violente contre cette société.

Déjà des pauvres résistent ou s'insurgent face à la loi; par la fraude, le vol, le pillage, l'émeute, le saccage, le sabotage... Plus on est de fous plus on rit, et peut-être qu'un jour on fera brûler l'asile...

La société est notre prison; rasons-la! Notre vie d'esclave est sans saveur; brûlons-la! A bas la loi et ceux qui la défendent!

Liberté immédiate!



Université de Bordeaux, mars 2016

Mi-mars près d'Orléans, deux détenus qui avaient obtenu une permission de sortie pour assister aux obsèques d'un proche s'évadent... On leur souhaite longue route!

Quelles solidarités?

*Fin août 2015, un JAP (juge d'application des peines) refuse à un homme incarcéré de se rendre aux obsèques de son père, tué quelques jours plus tôt. Dans la foulée, une soixantaine de personnes bloquent le péage de **Roye** sur l'A1 (poubelles, incendie de pneus et d'arbres du bas côté). La permission de sortie est accordée le lendemain, mais une dizaine de personnes écopent début février de peines allant de 4 à 18 mois de prison ferme pour ce blocage. Même le journaliste de la presse bourgeoise est obligé de constater qu'à la barre les prévenuEs sont restéEs droitEs (et plutôt soudées), certainEs n'hésitant pas à expliquer que le blocage de route est une pratique couramment utilisée dans le cadre de conflits sociaux, plusieurs revendiquant leur participation aux « incidents » en disant que si la justice n'avait pas refusé la première demande de sortie, ça ne se serait pas passé. On apprend par le même journal que, doutant sans doute de la compréhension des juges, la moitié des prévenuEs a préféré quitter le tribunal avant le rendu du procès.*

*Dans une situation similaire à **Moirans** près de Grenoble fin Octobre, des dizaines de personnes avaient bloqué la gare de la ville (véhicules enflammés sur les voies...), tandis qu'à Aiton, la taule où étaient enfermés leurs proches 20 des 190 détenus mettaient le feu aux coursives, cassaient les serrures des cellules, refusaient d'y revenir. Cette fois-ci les permissions ont été refusées, et une quinzaine de personnes interpelées fin janvier.*

Crève la justice!

Le texte qui suit a été écrit et diffusé à Lecce, dans les pouilles, une région plutôt pauvre du sud de l' Italie, où une poignée de compagnonNEs portent obstinément une lutte directe et sans concessions contre la machine à trier, à enfermer et à déporter les sans papiers (et ce monde de frontières, de fric et de barbelés), lutte qui s'est notamment cristallisée entre 2002 et 2006 pour la fermeture du centre de rétention de San Foca (tenu directement par l'église catholique).

Tout autour de toi

Une énorme machine s'est mise en route les 20 et 21 février à Lecce (Pouilles), à l'occasion du BTM Puglia (Business Tourism Management) pour discuter sur « Comment offrir un accueil mémorable aux entreprises du tourisme » ; c'est comme cela qu'on entend transformer le Salento et les Pouilles : un parc d'attraction ouvert toute l'année, mais seulement à ceux qui peuvent se le permettre. A des personnes en provenance de partout dans le monde et liées par une caractéristique fondamentale : avoir un portefeuille suffisamment bien rempli. Ces personnes sont communément nommées des touristes, une belle affaire pour tous les spéculateurs du secteur.

Pourtant, bien avant d'être prises d'assaut par des étrangers cossus, les côtes du Salento et des Pouilles ont été, et sont encore, un point d'abordage pour d'autres étrangers, débarquant de façon rocambolesque et sans argent à dépenser, avec un rêve au coeur et un espoir, celui de survivre et de laisser derrière soi les horreurs qu'on avait fuies : guerres, catastrophes, misère, faim, persécutions. En 2016, cela fera 25 ans depuis que le navire Vlora a accosté à Bari, avec sa cargaison de milliers de désespérés, dévoilant une réalité ignorée, emblème d'un monde qui jusqu'alors faisait mine de ne rien voir. Depuis ce temps, personne ne s'est posé la question de comment leur « offrir un accueil mémorable », mais uniquement de comment contenir cette humanité pauvre et misérable. La réponse a été la création de camps gardés par la police. Cela a commencé avec l'internement dans le stade de Bari en 1991, pour arriver en 1998 à la création des centres de rétention (CPT) – dont le premier fut le tristement célèbre « Regina Pacis » de San Foca – et puis encore d'autres centres de rétention (CIE). Des structures avec toujours moins d'espace et toujours plus planquées, dont la fonction reste la même : contenir les étrangers pauvres qui arrivent sur le sol italien avec des papiers qui ne sont pas en règle, et les renvoyer d'où ils sont arrivés. Répartis à travers tout le territoire national, les Pouilles hébergent à présent deux centres de rétention, l'un à Bari et l'autre à Brindisi. Les seuls à s'intéresser à l' « accueil » de ces étrangers pauvres sont quelques entreprises qui ont compris que, même avec eux, il était possible de faire du « Business Management ». De la curie de Lecce à la coopérative Auxilium, en passant par la Croix Rouge, c'est une bonne affaire pour beaucoup.

Des rencontres comme celle de la BTM sont aussi une véritable insulte à la situation réelle des Pouilles. Derrière l'image stéréotypée d'un territoire, se cache une vie malsaine produite par les infrastructures de mort qui nous entourent, sur un territoire mortifié par d'innombrables casernes et bases militaires, avant-postes des guerres qui se déroulent à travers le monde. Ces guerres qui poussent des êtres humains à partir et à débarquer ici, là où commence leur problème. Ici où se cache une exploitation salariée extrême touchant nombre d'étrangers et tant d'exploités locaux, esclavagisés justement par les entreprises du tourisme qui participent au BTM : hôtels et structures du même genre. Ici où se cache l'éradication de toute vie réelle dans des villes transformées à la mesure des touristes, avec les centres historiques qui servent seulement de vitrines pour consommer, et d'où les pauvres doivent être éloignés, contenus.

Il semble évident que le problème de tous, italiens ou étrangers, est donc celui de l'argent, c'est-à-dire l'économie. En son nom se créent des murs et des frontières : d'un côté ceux qui ont de l'argent, de l'autre ceux qui sont pauvres. Ce n'est pas un hasard qu'un des principaux sponsors de BTM Puglia soit la banque Mediolanum, celle qui a lancé un fameux slogan : « Construite autour de toi ».
Exactement comme un mur : celui d'une prison ou d'un centre de rétention.

Quelques ennemis de toutes les frontières

dupainsurlaplanche@riseup.net
blog: https://dupainsurlaplanche.noblogs.org